

Témoignages

JOURNAL FONDÉ LE 5 MAI 1944 PAR LE DOCTEUR RAYMOND VERGÈS

N° 18068 - 70ÈME ANNÉE

Élection départementale du 22 mars

Les candidats du PCR au Port : Jean-Yves Langenier et Firose Gador, avec Naren Mayandy et Memouna Patel

Ce dimanche 8 février au siège de la Section communiste du Port, a été tenue une conférence de presse pour faire connaître aux Réunionnais les candidat(e)s désigné(e)s par cette instance à l'unanimité lors de sa réunion du 6 février dernier pour l'élection départementale des 22 et 29 mars prochains. Il s'agit du binôme Jean-Yves Langenier et Firose Gador, avec pour suppléants respectivement Naren Mayandy et Memouna Patel. Des candidat(e)s choisi(e)s en concertation avec le Secrétariat général du Parti Communiste Réunionnais «pour une meilleure justice sociale et un développement solidaire de La Réunion».



Les quatre candidats du PCR pour le canton du Port : Jean-Yves Langenier et Firose Gador, entourés de leurs suppléants, Naren Mayandy et Memouna Patel. (photo AD)

Cette conférence de presse était animée par Firose Gador, militante du PCR depuis plusieurs années, conseillère municipale d'opposition et assistante

sociale, qui a souligné la volonté de cette équipe et de tous les camarades du Port de mettre un terme au «sentiment croissant de déception et de désillusion chez les Portoïis un an après les élections municipales

de mars 2014». D'où leur appel à «la population du Port à faire le rassemblement le plus large pour la victoire de nos candidats» en mettant l'accent sur les combats à mener dans la prochaine assemblée départe-

mentale face aux graves problèmes sociaux des Réunionnais.

Ensuite Henry Hippolyte dit Loulou, conseiller général sortant du Port, a pris la parole pour exprimer son soutien total à cette équipe, dont il a mis en avant les compétences et les qualités militantes. Il a précisé qu'il avait décidé de ne pas de représenter — un choix de vie personnel pris en toute liberté — et qu'il continue son action politique en tant que conseiller municipal de l'opposition et membre du Conseil communautaire du Territoire de la Côte Ouest.

Un projet commun

Après la présentation des quatre candidat(e)s et de leurs engagements politiques par Firose Gador et Jean-Yves Langenier, ceux-ci ont répondu aux questions des journalistes sur leurs raisons de ces nouveaux engagements comme leurs perspectives. À ce sujet, l'ex-maire du Port a notamment exprimé avec force à quel point il « n'arrête pas d'être choqué depuis un an par les discours et les décisions » de son successeur à la Mairie.

Ces discours sont souvent excessifs et mensongers, comme lorsqu'il parle de « 43 ans d'inertie de la municipalité du Port », d'une « ville morte et en ruine » mais annoncée comme

« libérée » le 20 décembre dernier alors qu'il pratique par exemple des pressions sur de nombreux employés communaux. « Comme beaucoup de Portoïses, nous sommes indignés par ces comportements » et « nos engagements s'inscrivent dans la stratégie de rassemblement des Réunionnais autour d'un projet commun pour le développement durable et solidaire du pays, comme celui que le PCR présentera lors d'un rassemblement le dimanche 22 février prochain à Sainte-Suzanne », a conclu Jean-Yves Langenier.

Correspondant

Sommet entre la Russie, l'Allemagne, la France et l'Ukraine

La réunion de la dernière chance

En visite en Ukraine et en Russie, les 5 et 6 février, le président français François Hollande et la chancelière allemande, Angela Merkel, ont présenté une initiative de paix destinée à mettre fin au conflit ukrainien.

Depuis plusieurs mois, les débats portent principalement sur l'autonomie du sud-est de l'Ukraine, la mise en place d'une force internationale pour garantir la cessation des hostilités, et le statut international de l'Ukraine. Après plusieurs heures de négociations, au cours de ces deux jours, une réunion est prévue le 11 février entre les présidents français, russe et ukrainien ainsi que la chancelière allemande. L'objectif est de trouver une sortie de crise dans le conflit ukrainien, qui oppose les séparatistes pro-russes et les soldats ukrainiens.

Eviter la guerre

En déplacement en Corrèze, samedi 7 février, François Hollande a estimé que cette tentative de relance de la diplomatie était la dernière chance pour la paix en Ukraine. « Si nous ne parvenons pas à trouver non pas un compromis mais un accord durable de paix, nous connaissons parfaitement le scénario, il a un nom, il s'appelle la guerre », a indiqué le président français.

Selon des sources citées par l'agence de presse Reuters, les parties en présence ne parviennent à sceller un accord en raison du « statut exact des régions de l'Est, du contrôle des frontières entre la Russie et l'Ukraine et du retrait des armes lourdes ». Les accords de Minsk, présentés en septembre 2014, prévoient une décentralisation

en Ukraine avec davantage d'autonomie pour les régions russophones de Donetsk et Louhansk. Il est également prévu des élections locales ainsi que le gel des lignes de front.

Suite à leur rencontre, le président ukrainien, Petro Porochenko a estimé que la démarche franco-allemande pouvait aboutir, à condition que la totalité des points prévus par les accords de Minsk soient appliqués, notamment en ce qui concerne les lignes de front initialement fixées. Malgré tout, il a maintenant sa demande d'aide militaire à ses alliés.

« La question ukrainienne ne sera pas réglée tant que les peuples et les dirigeants en Europe et dans le monde entier n'apporteront pas un solide soutien à l'indépendance des Ukrainiens, politiquement, économiquement mais aussi militairement », a-t-il assuré devant les médias. Cependant, pour Angela Merkel, la livraison d'armes aux forces ukrainiennes n'est pas une solution au conflit, qui a déjà fait plus de 5.000 morts depuis avril.

Les Américains campent sur leur position

Une position allemande incomprise du côté américain, le vice-président américain Joe Biden, qui a participé à la conférence de Munich, a expliqué que « le président Poutine a trop souvent promis la paix et livré des chars, des troupes et des armes. Nous continuerons donc de fournir à l'Ukraine une assistance de sécurité, non pas pour encourager la guerre mais pour permettre à

l'Ukraine de se défendre. »

Du côté russe, les négociations ont été « constructives » et « substantielles » entre Angela Merkel, François Hollande et Vladimir Poutine. Cela leur a permis de trouver samedi 7 février un accord pour la « préparation » d'un futur plan de paix intégrant les propositions franco-allemandes et celles des présidents russe et ukrainien », a indiqué le porte-parole du Kremlin.

La volonté des Américains d'armer le camp ukrainien a poussé Angela Merkel à se rendre à Washington, deux jours avant la rencontre du 11 février, afin d'échanger avec Barack Obama sur la question. De son côté, Vladimir Poutine a affirmé que la Russie « ne compte faire la guerre à personne ». « Mais il y a, c'est certain, une tentative de freiner notre développement par différents moyens », a-t-il assuré, en allusion aux sanctions occidentales qui freinent l'économie de son pays.

Le chef de la diplomatie russe, Sergueï Lavrov, a été plus tempéré : « nous estimons qu'il est tout à fait possible d'avoir des résultats et de tomber d'accord sur des recommandations qui permettront aux deux côtés de vraiment dénouer le conflit », a-t-il estimé. Les négociations en cours laissent présager une rencontre plus apaisée mercredi 11 février, et qui pourrait peut-être aboutir à une sortie de crise, bien que la situation sur le terrain reste extrêmement tendue.

Céline Tabou

Edito

66 % des emplois concentrés dans un tiers des couples à La Réunion

Le journal "Témoignages" a rendu compte de la dernière édition de l'INSEE dans son édition du 27 janvier 2005. On peut lire : « 158 000 couples vivent à La Réunion en 2011... Sur le marché de l'emploi, la situation des couples réunionnais est très hétérogène, selon que les deux conjoints travaillent (32,2 % des couples), qu'un seul des deux travaille (35,4 %) ou qu'aucun des deux ne travaille (32,4 %). »

Ainsi, un tiers des couples réunionnais (32,2 %) concentre les 2 tiers des emplois concernés puisque dans l'autre groupe d'actifs, qui dispose d'un emploi, pointe à 35,4 %. Le troisième groupe est hors course, car personne ne travaille. Maintenant, si l'on examine la situation sous l'angle du chômage, et non plus de celui de l'emploi, on note que un tiers des couples réunionnais (32,4 %) abrite les 2 tiers de chômeurs. La base de l'étude est sérieuse, car elle porte sur la totalité des « couples qui vivent à La Réunion ». On peut extraire que la moitié des Réunionnais en couple ne travaillent pas (précisément 50,1 %). En effet, aux 32,4 % totalement démunis d'emploi, il faut ajouter un sur deux des 35,4 %, soit 17,7.

De telles inégalités sont dénoncées quotidiennement par Témoignages et le PCR, le seul parti politique qui propose un changement d'urgence et de grande ampleur. Honte à toutes les politiciennes et politiciens qui entravent l'émergence de solutions concertées entre Réunionnais.

Ces statistiques de l'INSEE arrivent au moment où le premier ministre Valls parle « d'apartheid social »... en France.

Osons la comparaison avec La Réunion, qualifiée par une autre étude de l'INSEE, en 2013, de « département socialement hors norme ». Cette année-là, les travaux du 8e Congrès du PCR avait fait de

l'apartheid social » un mot d'ordre central. Puisque les études de l'INSEE sont publiques, pourquoi le PCR est-il le seul parti qui s'en soucie ? Où se trouvent les solutions de sortie de crise portées par les personnes si promptes à attaquer le PCR, voire dénigrer ses dirigeants ? Les réactions spontanées ne peuvent tenir lieu d'analyses. Jamais les gesticulations médiatiques ne remplaceront le sérieux et l'effort que nécessitent la réflexion sur la politique réelle. D'autres statistiques n'affirmaient-elles pas que seul un tiers des foyers réunionnais s'acquittait des impôts sur le revenu ? D'où qu'elles viennent, les données sont plutôt cohérentes. La situation est donc claire.

Au bout de 70 ans de perspectives ouvertes par la loi du 19 mars 1946, seulement un tiers de la population vit "normalement" et impose son rythme au reste de la société. Deux tiers sont "largués", n'arrivent pas à suivre le rythme et les rituels, totalement ou en partie. Il s'ensuit une pratique économique, des comportements culturels et des ruptures sociales qui vont inévitablement se radicaliser aux 2 extrémités de cette société décadente. Demain, il sera vain de faire un procès en responsabilité envers les victimes et leurs modes d'expression désespérés pour se faire entendre. Le pire serait de continuer à faire comme « d'hab » alors que les enquêtes de l'INSEE nous révèlent, au contraire, la réalité toute crue confisquée par un tiers d'entre nous, Réunionnais. L'apartheid social s'exprime ainsi : tout pour un tiers, rien ou des miettes pour les 2 autres tiers. Une étude plus fine aurait montré que dans ce même tiers dominant, certains couples détiennent plus de 2 emplois. Il y a donc bien plus que 66 % des emplois concentrés dans un tiers des couples réunionnais.

Ary Yée Chong Tchi Kan

Témoignages

Fondé le 5 mai 1944 par le Dr Raymond Vergés
70e année
Directeurs de publication :
1944-1947 : Roger Bourdageau ; 1947 - 1957 : Raymond Vergés ; 1957 - 1964 : Paul Vergés ; 1964 - 1974 : Bruny Payet ; 1974 - 1977 : Jean Simon Mounoussany
Amourdom ; 1977 - 1991 : Jacques Sarpédon ;
1991- 2008 : Jean-Marcel Courteaud
Depuis 2008 : Jean-Max Hoarau

6 rue du général Émile Rolland
B.P. 1016 97828 Le Port CEDEX
Rédaction
TÉL. : 0262 55 21 21 - FAX: 0262 55 21 29
E-mail : redaction@temoignages.re
SITE web : www.temoignages.re
Administration
TÉL. : 0262 55 21 21 - FAX: 0262 55 21 23
E-mail Avis, Abonnement : avis@temoignages.re
E-mail Publicité : publicite@temoignages.re

Oté

Plan Marshall pou bann péi l'outremer ? Akoz pa ! Mé sirtou in vré plan pou nout dévlopman

Zot i souvien lo plan Marshall zot ? Kosa lété sa ozis ? Sa lété in plan bann z'amérikain la fé dsi la finisyon la gèr trant-nèf karann-sink pou ède bann péi l'Erop pou ardrès in pé la tête. Sa té konm k'i diré in plan pou la rokonstriksyon. Pa solman, pars fransh vérité lété in vré plan antikominis, pou anpèsh la révolisyon gingn la guèr kont lo kapitalis. Donk si ni vé in plan, la pa lo plan Marshall, pars in plan antikominis, antiotonomis, sa nou la fine konète avèk Michel Debré é aprésa avèk bann gouvèrnman gosh konm droit.

Rézilta ? Sé sak tout demoun i oi : in sistèm ékonomik an fayite ! In dévlopman k'i réisi pa ! L'inégalité partou é tout lo tablatir ni arète pa répété pars lé bien vré. L'ané 2010 Sarkozy la fé in zéta zénéro pou l'outromèr. L'avé in bonpé bone zidé la-dan konm lo dévlopman andojène, épi lo droi pou bann moun kalifyé l'outre-mèr fé valoir zot kapasité pou travay dann zot péi natal... Domaz bann minis la dégiz lo plan épi Holland la pa pans in n'afèr konmsa lété fézab.

Astèr, kosa i fo fèr ? I fo fèr in plan pou nout dévlopman. Holland i di li lé pou sa, mé li la lèss dé z'ané édmi pasé san fé sak téi fo fé. Moin lé sir li tard pa pou rolans lo zéta zénéro, mé kan son manda sar près fini. Moin pèsonèl mi pans i fo in vré plan pou nout dévlopman. K'i apèl sa Plan Marshall, plan X, plan y, sansa in n'ot nom mé in plan adapté avèk nout problèm pou trouv zot solisyon, é konm i di, pou in vré dévlopman.

Justin

Rode karapate dsi tété bèf mèg - in kozman pou la rout

I di osi : « rode lo pou dan la tèt na poin shové ! ». Sa i vé dir ou l'aprè sherch in n'afèr dann l'androi li lé pa la. Karapate, i mont l'androi na lo poil, konmsa li gingn bien kashyète ali. Dsi tété bèf, lé fasil pou débisk ali, sé pou sa li sar près pa laba. I pé di osi : « rode l'inposib ». Sa nana dmoun lé konmsa. Nana in bonpé d'moun nana gro-gro défo, dovan zot ébin zot i sava rod défo sak la poin si tèlman. Sa i di azot in n'afèr sa ? Pètète oui, pétète non.. Mé si zot i fé travay zot koko, si zot i fé bouy zot matyèr griz, moin lé sir rant-rant zot lé riskab tonm dakor rantre nou.